



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

SITCOPIE

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Bureau des installations classées

Affaire suivie par Francine Fauvel  
☎ 03.87.34.85.30

## **ARRETE**

**N° 2009-DEDD/IC-154**  
en date du 10 juillet 2009

**mettant en demeure la Société ELYSEE COSMETIQUES de respecter les dispositions de l'article 30.3 de son arrêté d'autorisation du 22 mai 2000, pour les installations qu'elle exploite à FOLKLING.**

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu les dispositions des titres 1<sup>er</sup> des livres V des parties législatives et réglementaires du code de l'environnement notamment l'articles L.514.1. ;

Vu l'arrêté préfectoral DRCLAJ-2008-58 en date du 16 octobre 2008 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, Secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-159 en date du 22 mai 2000 autorisant la Société ELYSEE COSMETIQUES à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication de produits cosmétiques située sur le site du Technopôle de Forbach-Sud à FOLKLING ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 7 juillet 2009 ;

Considérant que lors d'une visite d'inspection le 11 juin 2009, l'inspecteur des installations classées a constaté que les eaux de lavage étaient stockées en containers de 1 m<sup>3</sup> sur une zone non équipée d'une rétention et que certains emballages souillés, provenant de containers n'ayant pu être vidés entièrement, étaient stockés à l'extérieur sans rétention.

Considérant que ce constat montre un non respect des dispositions de l'article 30.3 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2000 précité qui précise que « les déchets liquides seront stockés sur des capacités de rétention »,

Considérant les dangers et inconvénients générés par ce non-respect des prescriptions réglementaires pour les intérêts visés à l'article L.511-1 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

## A R R E T E

### **Article 1 :**

La Société ELYSEE COSMETIQUES est mise en demeure de respecter, dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 30.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 mai 2000 précité, pour les installations qu'elle exploite sur la commune de FOLKLING

### **Article 2 :**

En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

### **Article 3 :**

En vertu de l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

### **Article 4 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, la Sous-Préfète de Forbach, l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de la commune où est implantée l'entreprise.

Le Préfet,  
Pour le Préfet  
Par délégation  
Le Chef de Bureau

Signé : Laurent VAGNER